



Brochure de convocation

Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire
15 décembre 2022

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société AMPLITUDE SURGICAL (la « **Société** ») sont avisés de la tenue d'une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire le **jeudi 15 décembre 2022 à 9 heures**, au siège social de la Société, 11, Cours Jacques Offenbach, 26000 Valence.

L'Assemblée Générale sera invitée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

I. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2022 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2022 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2022 ;
4. Approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
5. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Stefano Drago ;
6. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Olivier Jallabert ;
7. Renouvellement du mandat d'administrateur indépendant de M. Daniel Caille ;
8. Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Charlotte Penneç ;
9. Renouvellement du mandat de Mazars en qualité de Commissaire aux comptes titulaire ;
10. Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de M. Emmanuel Charnavel ;
11. Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de BEAS, aux fins de régularisation ;
12. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs ;
13. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration ;
14. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général ;
15. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022 visées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce ;
16. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé à M. Stefano Drago en raison de son mandat de Président du Conseil d'administration ;
17. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé à M. Olivier Jallabert en raison de son mandat de Directeur Général ;

18. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;

II. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

19. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions ;
20. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
21. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
22. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier (ex « placement privé »), d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
23. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
24. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de fixer le prix des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10% du capital par an ;
25. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration, à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
26. Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans la limite de 10% du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société ;
27. Fixation du plafond global des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital applicables et de valeurs mobilières représentatives de créances ;

28. Autorisation à consentir au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission de titres de capital ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise ;
29. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société existantes ou à émettre aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ;
30. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise ;
31. Pouvoirs pour les formalités légales.

*
* *

INFORMATIONS

1 – Participation à l'Assemblée

Qualité d'actionnaire

Les actionnaires peuvent prendre part à cette Assemblée Générale quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires. Chaque actionnaire est admis sur justification d'identité.

Les actionnaires pourront participer à l'Assemblée Générale :

- soit en y participant physiquement ;
- soit en votant par correspondance ;
- soit en se faisant représenter en donnant pouvoir au Président ;
- soit en se faisant représenter en donnant pouvoir à toute autre personne de son choix (articles L. 225-106 et L. 22-10-39 du Code de commerce).

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, pourront participer à l'Assemblée Générale les actionnaires qui justifieront :

- **s'il s'agit d'actions nominatives** : d'une inscription en compte desdites actions dans les comptes-titres nominatifs de la Société le mardi 13 décembre 2022 à zéro heure, heure de Paris ;
- **s'il s'agit d'actions au porteur** : d'une inscription en compte desdites actions (le cas échéant au nom de l'intermédiaire inscrit pour le compte de l'actionnaire concerné dans les conditions légales et réglementaires) dans les comptes-titres au porteur tenus par leur intermédiaire habilité le mardi 13 décembre 2022 à zéro heure, heure de Paris. Les intermédiaires habilités délivreront une attestation de participation, en annexe à la carte d'admission, au formulaire de vote par correspondance ou de procuration établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité au mardi 13 décembre 2022 à zéro heure, heure de Paris, dans les conditions rappelées ci-dessus, pourront participer à cette Assemblée Générale.

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

L'actionnaire pourra à tout moment céder tout ou partie de ses actions :

- si la cession intervenait avant le mardi 13 décembre 2022 à zéro heure, heure de Paris, le vote exprimé par correspondance ou le pouvoir, accompagné, le cas échéant, d'une attestation de participation, seraient invalidés ou modifiés en conséquence, selon le cas. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte devra notifier la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmettre les informations nécessaires ;
- si la cession ou toute autre opération était réalisée après le mardi 13 décembre 2022 à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, elle ne serait ni notifiée par l'intermédiaire habilité ni prise en considération par la Société.

Mode de participation à l'Assemblée

Pour assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent demander une carte d'admission à laquelle une attestation de participation est jointe.

Une attestation doit être également délivrée par son intermédiaire financier à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

A défaut d'assister personnellement à cette Assemblée, les actionnaires peuvent choisir de voter par correspondance ou par procuration avec ou sans indication de mandataires.

Vote par correspondance ou par procuration par voie postale ou électronique

Tout actionnaire (nominatif ou porteur) souhaitant voter par correspondance ou par procuration peut solliciter un formulaire de vote par correspondance ou par procuration, par lettre adressée à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées, 12 place des États-Unis, CS 40083 – 92549 Montrouge Cedex, ou par email à l'adresse suivante : ct-mandataires-assemblees@caceis.com au plus tard six jours avant l'Assemblée Générale. Le formulaire de vote par correspondance ou procuration sera également disponible sur le site Internet de la Société <https://amplitude-surgical.com/fr/documentation/assemblees-generales>.

Les actionnaires renverront leurs formulaires de vote par correspondance ou par procuration de telle façon à ce que la Société ou CACEIS Corporate Trust puisse les recevoir au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le lundi 12 décembre 2022 à zéro heure, heure de Paris :

- **si leurs titres sont inscrits en compte sous la forme nominative** : renvoi du formulaire directement à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées, 12 place des États-Unis, CS 40083 – 92549 Montrouge Cedex, ou par email à l'adresse suivante : ct-mandataires-assemblees@caceis.com ;
- **si leurs titres sont inscrits en compte sous la forme au porteur** : renvoi du formulaire à l'établissement teneur de compte qui en assure la gestion qui l'accompagnera d'une attestation de participation et l'adressera à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées, 12 place des États-Unis, CS 40083 – 92549 Montrouge Cedex, ou par email à l'adresse suivante : ct-mandataires-assemblees@caceis.com.

Il est précisé qu'aucun formulaire reçu après ce délai ne sera pris en compte.

Il n'est pas prévu de vote ou de modalités de participation par des moyens électroniques de télécommunication pour cette Assemblée et, en conséquence, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale.

Désignation/Révocation de mandats avec indication de mandataire par voie électronique

Conformément aux dispositions des articles R. 225-79 et R. 22-10-24 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par les actionnaires par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- **si leurs titres sont inscrits en compte sous la forme nominative** : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, résultant d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le formulaire de vote à distance, à l'adresse électronique suivante : ct-mandataires-assemblees@caceis.com, en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CACEIS Corporate Trust pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;
- **si leurs titres sont inscrits en compte sous la forme au porteur** : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique résultant d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le formulaire de vote à distance, à l'adresse électronique suivante : ct-mandataires-assemblees@caceis.com, en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier) à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales - 12 place des États-Unis, CS 40083 – 92549 Montrouge Cedex (ou par fax au 01.49.08.05.82)

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale ou dans les délais prévus par l'article R. 225-80 du Code de Commerce pourront être prises en compte. Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

La révocation d'un mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa désignation.

2 – Dépôt des questions écrites

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la Société à compter de la convocation de l'Assemblée Générale conformément aux articles L.225-108 et R.225-84 du Code de commerce. Ces questions doivent être adressées au Président du Conseil d'administration au siège social de la Société à l'adresse suivante : 11, Cours Jacques Offenbach, 26000 Valence, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le vendredi 9 décembre 2022. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

3 - Droit de communication

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'Assemblée Générale sont disponibles, au

siège social de la Société : 11, Cours Jacques Offenbach, 26000 Valence, à compter de la publication de l'avis de convocation ou quinze jours avant l'Assemblée Générale selon le document concerné.

Tous les documents et informations visés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce destinés à être présentés à l'Assemblée Générale ont été mis à la disposition des actionnaires sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : <https://amplitude-surgical.com/fr/documentation/assemblees-generales>, à compter du vingt-et-unième jour précédant cette Assemblée Générale, soit le jeudi 24 novembre 2022.

Le Conseil d'administration

TEXTE DES RESOLUTIONS
SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET
EXTRAORDINAIRE DU 15 DECEMBRE 2022

Projet de texte des résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2022)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux pour l'exercice clos le 30 juin 2022,

Approuve les comptes sociaux, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice clos le 30 juin 2022 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Ces comptes traduisent une perte de 6.862.095,17 euros.

Constate l'absence de dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés visées à l'article 39 4° du Code général des impôts pour l'exercice clos de 30 juin 2022.

DEUXIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2022)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 30 juin 2022,

Approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice clos le 30 juin 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Ces comptes traduisent une perte de 4.794 milliers d'euros.

TROISIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2022)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 30 juin 2022 qui représente une perte de 6.862.095,17 euros de la façon suivante :

Origines du résultat à affecter : -6.862.095,17 euros

- résultat de l'exercice 2022 (perte).....-6.862.095,17 euros

- report à nouveau antérieur au 30 juin 2021 (débitaire).....-51.731.474,12 euros

Total.....-58.593.569,29 euros

Affectation :

- en totalité au poste report à nouveau (débitaire)-58.593.569,29 euros

Total.....-58.593.569,29 euros

Le compte « report à nouveau déficitaire » serait ainsi porté à -58.593.569,29 euros.

L'Assemblée Générale des actionnaires **décide** pour l'exercice clos le 30 juin 2022 de ne pas procéder au versement de dividendes.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale des actionnaires **prend acte** qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

QUATRIEME RÉOLUTION

(Approbation des conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce,

Prend acte de l'absence de convention nouvelle autorisée et conclue au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022, tel que cela ressort du rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

CINQUIEME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Stefano Drago)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

Renouvelle, en application de l'article 16.4 des statuts de la Société, le mandat d'administrateur de M. Stefano Drago pour une durée de 4 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2026.

SIXIEME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Olivier Jallabert)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

Renouvelle, en application de l'article 16.4 des statuts de la Société, le mandat d'administrateur de M. Olivier Jallabert pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2025.

SEPTIEME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur indépendant de M. Daniel Caille)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

Renouvelle, en application de l'article 16.4 des statuts de la Société, le mandat d'administrateur de M. Daniel Caille pour une durée de 2 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2024.

HUITIEME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Charlotte Pennec)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

Renouvelle, en application de l'article 16.4 des statuts de la Société, le mandat d'administrateur de Mme Charlotte Pennec pour une durée d'1 an, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023.

NEUVIEME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat de Mazars en qualité de Commissaire aux comptes titulaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de Mazars vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale,

Décide, sur proposition du Conseil d'administration, de le renouveler pour une durée de six (6) exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2028.

DIXIEME RÉSOLUTION

(Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de M. Emmanuel Charnavel)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat de commissaire aux comptes suppléant de M. Emmanuel Charnavel vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale,

Décide de ne pas le renouveler et, conformément à l'article L. 823-1 du Code de commerce et à l'article 38 des statuts de la Société, de ne pas pourvoir à son remplacement.

ONZIEME RÉSOLUTION

(Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de BEAS, aux fins de régularisation)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat de commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS est arrivé à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale du 24 novembre 2017, et aux fins de régularisation,

Décide, avec effet rétroactivement au 24 novembre 2017, de ne pas le renouveler et, conformément à l'article L. 823-1 du Code de commerce et à l'article 38 des statuts de la Société, de ne pas pourvoir à son remplacement.

DOUZIEME RÉOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération des administrateurs)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'administration, figurant au chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2022, et plus particulièrement à la section 3.2.1 « Politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux non dirigeants (administrateurs) »,

Approuve, en application de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature tels que présentés dans document d'enregistrement universel et attribuables aux administrateurs au titre de leur mandat social.

TREIZIEME RÉOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 225-37 et L. 22-10-8 du Code de commerce, figurant au chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2022, et plus particulièrement à la section 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux, soumise à l'approbation des actionnaires (article L. 22-10-8 du Code de commerce) »,

Approuve, en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération, en ce compris les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature tels que présentés dans le document d'enregistrement universel et attribuables au Président du Conseil d'Administration au titre de son mandat social.

QUATORZIEME RÉOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'administration conformément aux articles L.225-37 et L.22-10-8 du Code de commerce, figurant au chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2022, et plus particulièrement à la section 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux, soumise à l'approbation des actionnaires (article L. 22-10-8 du Code de commerce) »,

Approuve, en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération, en ce compris les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, tels que présentés dans le document d'enregistrement universel et attribuables au Directeur Général au titre de son mandat social.

QUINZIEME RÉSOLUTION

(Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022 visées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'administration, conformément aux articles L. 225-37 et L. 22-10-8 du Code de commerce,

Approuve les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce, comprises dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 3 du document d'enregistrement universel, et relatives aux rémunérations de toutes natures versées ou attribuées à l'ensemble des mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022.

SEIZIEME RÉSOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé à M. Stefano Drago en raison de son mandat de Président du Conseil d'administration)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 225-37 et L. 22-10-8 du Code de commerce, figurant au chapitre 3 du document d'enregistrement universel, en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce,

Approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022 à Monsieur Stefano Drago, Président du Conseil d'Administration, tels que présentés dans le document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2022, à la section 3.2.4 « Eléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général au titre de l'exercice 2021/2022 et soumis à l'approbation des actionnaires (article L. 22-10-34, II du Code de commerce) ».

DIX-SEPTIEME RÉSOLUTION

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé à M. Olivier Jallabert en raison de son mandat de Directeur Général)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'administration conformément aux articles L. 225-37 et L. 22-10-8 du Code de commerce, figurant au chapitre 3 du document d'enregistrement universel, en application des dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce,

Approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022 à Monsieur Olivier Jallabert, Directeur Général, tels que présentés dans le document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2022, à la section 3.2.4 « Eléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général au titre de l'exercice 2021/2022 et soumis à l'approbation des actionnaires (article L. 22-10-34, II du Code de commerce) ».

DIX-HUITIEME RÉSOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide d'autoriser le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché, à acquérir ou faire acquérir des actions de la Société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions ;

Décide que :

- le prix maximal d'achat (hors frais) par action ne pourra excéder dix (10) euros, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation des réserves suivi de la création et de l'attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ; et
- le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme de rachat d'actions ne pourra excéder quarante millions (40.000.000) d'euros.

Décide que les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre maximum d'actions dont la Société pourra faire l'acquisition au titre de la présente résolution ne pourra excéder la limite de 10 % des actions composant le capital social à la date de réalisation du rachat des actions de la Société ;
- le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital social ; et
- les actions détenues par la Société ne pourront représenter à quelque moment que ce soit plus de 10 % de son capital social ;

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment, par ordre de priorité décroissant, en vue :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à une charte de déontologie reconnue par l'AMF, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- d'honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières, dans le respect de la réglementation en vigueur ;

- de conserver et de remettre ultérieurement des actions de la Société à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée Générale extraordinaire ; et
- de mettre en œuvre toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

Décide que ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, c'est-à-dire sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date des opérations considérées et aux époques que le Conseil d'administration de la Société ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'administration appréciera. La part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme, ces opérations pourront intervenir à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, y compris en période d'offre publique initiée par la Société ou visant les titres de celle-ci, sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables en pareille matière ;

Précise que les actions rachetées et conservées par la Société seront privées de droit de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende ;

Délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, en cas de modification du montant nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;

Confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et notamment pour passer tous ordres en bourse ou hors-marché, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions législatives et réglementaires applicables, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achat et de ventes d'actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, en particulier l'Autorité des marchés financiers, et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire aux fins de réalisation des opérations effectuées en application de la présente autorisation ;

Confère également tous pouvoirs au Conseil d'administration, si la loi ou l'Autorité des marchés financiers tenait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles du programme concernant les objectifs modifiés ;

Prend acte que le Conseil d'administration communiquera aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale, les informations relatives à la réalisation des opérations d'achat d'actions autorisés par la présente Assemblée Générale, notamment le nombre et le prix des actions ainsi acquises et le volume des actions utilisées, conformément à l'article L. 225-211 du Code de commerce ;

Décide que la présente autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale ;

Décide que la présente autorisation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

**Projet de texte des résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale
Extraordinaire :**

DIX-NEUVIEME RÉOLUTION

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

Autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre de tous programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée Générale des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital de la Société existant au jour de l'annulation par période de 24 mois, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce ;

Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour :

- procéder à la réduction de capital par annulation des actions ;
- arrêter le montant définitif de la réduction de capital ;
- en fixer les modalités et en constater la réalisation ;
- imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles ;
- et, généralement, faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation, modifier, en conséquence, les statuts et accomplir toutes formalités requises.

Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée à la présente résolution, le Conseil d'administration rendra compte à l'Assemblée Générale des actionnaires suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite de la présente autorisation ;

Décide que cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale ;

Décide que la présente autorisation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

VINGTIEME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et constaté la libération intégrale du capital social et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 228-91 et suivants du Code de commerce ;

Délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, sa compétence pour décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros, monnaies étrangères ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles, ou pour partie en numéraire et pour partie par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission ;

Décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;

Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de la présente délégation est fixé à six cent mille (600.000) euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution ; et
- à ce plafond global s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder trois cents millions (300.000.000) d'euros, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :

- le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution ;
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L. 228-92 dernier alinéa, L. 228-93 dernier alinéa et L. 228-94 dernier alinéa du Code de commerce ;
- ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

Décide que, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux actions ordinaires, aux valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances ainsi qu'aux valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, émises en vertu de la présente délégation de compétence. Le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes ;

Précise que les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions, de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances ainsi que de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, décidée en application de la présente délégation, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, une ou plusieurs des facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, à savoir :

- limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ; ou
- offrir au public tout ou partie des actions non souscrites ;

Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;

Décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées soit par souscription en numéraire dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes.

Précise qu'en cas d'attribution gratuite de bons autonomes de souscription, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondant seront vendus ;

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :

- décider l'émission des titres et déterminer les conditions et modalités de toute émission, notamment le montant, les dates, le prix d'émission, les modalités de libération, la date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation donneront accès à des titres de capital de la Société ;
- déterminer la nature, le nombre et les caractéristiques des titres à émettre (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société, attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre) et, lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront en ou seront associées à des titres de créance, leur durée (déterminée ou non), leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, le rang de subordination), leur rémunération, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions législatives et réglementaires applicables ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et
- prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;

Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente assemblée générale, pour une durée de vingt-six (26) mois ;

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

VINGT-ET-UNIEME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, de l'article L. 22-10-54, et des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

Délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour décider l'émission, par voie d'offre au public, autre que celle visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, y compris pour une offre comprenant une offre au public, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros, monnaies étrangères ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles ;

Décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;

Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de la présente délégation est fixé à deux cent cinquante mille (250.000) euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution ;
- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi qu'en vertu des 22^{ème}, 25^{ème}, 26^{ème} et 28^{ème} résolutions ne pourra excéder ce plafond de 250.000 euros ;
- à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de la Société ;

Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder cent cinquante millions (150.000.000) d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que :

- le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution ;
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L. 228-92 dernier alinéa, L. 228-93 dernier alinéa et L. 228-94 dernier alinéa du Code de commerce ;
- ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres susceptibles d'être émis en application de la présente délégation, en laissant toutefois au Conseil d'administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité à titre irréductible et/ou réductible ne donnant pas droit à la création de droits négociables, en application des dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce ;

Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;

Décide que :

- le prix d'émission des actions nouvelles émises sera fixé conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%) ;
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;

Décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, une ou plusieurs des facultés suivantes :

- limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ; ou
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

Décide que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente délégation à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société sur ses propres titres ou les titres d'une autre société, dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ;

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :

- décider l'émission des titres et déterminer les conditions et modalités de toute émission, notamment le montant, les dates, le prix d'émission, les modalités de libération, la date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation donneront accès à des titres de capital de la Société ;
- déterminer la nature, le nombre et les caractéristiques des titres à émettre (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société, attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre) et, lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront en ou seront associées à des titres de créance, leur durée (déterminée ou non), leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, le rang de subordination), leur rémunération, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions législatives et réglementaires applicables ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- en cas d'émission de titres à l'effet de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser sans que les modalités de détermination de prix de la présente résolution trouvent à s'appliquer, constater le nombre de titres apportés à l'échange, et déterminer les conditions d'émission ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
et

- prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;

Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente Assemblée Générale, pour une durée de vingt-six (26) mois ;

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

VINGT-DEUXIEME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier (ex « placement privé »), d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce ;

Délègue au Conseil d'administration sa compétence avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour décider l'émission, par voie d'offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, tant en France qu'à l'étranger, en euros, monnaies étrangères ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, (i) d'actions ordinaires, ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles ;

Décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;

Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de la présente délégation est fixé à deux cent cinquante mille (250.000) euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :

- les émissions de titre de capital réalisées en vertu de la présente délégation par une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier ne pourront pas excéder les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission, soit à la date de la présente Assemblée Générale, 20% du capital social par an au moment de l'émission ;

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution ci-dessus et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution ;
- à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder cent cinquante millions (150.000.000) d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que :

- le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution ;
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L. 228-92 dernier alinéa, L. 228-93 dernier alinéa et L. 228-94 dernier alinéa du Code de commerce ;
- ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres susceptibles d'être émis en application de la présente délégation ;

Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;

Décide que :

- le prix d'émission des actions nouvelles émises sera fixé conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée de la décote maximale de 10%) ;
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :

- décider l'émission des titres et déterminer les conditions et modalités de toute émission, notamment le montant, les dates, le prix d'émission, les modalités de libération, la date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation donneront accès à des titres de capital de la Société ;
- déterminer la nature, le nombre et les caractéristiques des titres à émettre (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société, attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre) et, lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront en ou seront associées à des titres de créance, leur durée (déterminée ou non), leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, le rang de subordination), leur rémunération, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-

paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions législatives et réglementaires applicables ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et
- prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;

Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente assemblée générale, pour une durée de vingt-six (26) mois ;

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

VINGT-TROISIEME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce,

Autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à l'effet de décider d'augmenter le nombre d'actions, de titres de capital ou autres valeurs mobilières à émettre dans le cadre de toute émission réalisée en application résolutions précédentes, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, pendant un délai de 30 jours à compter de la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale) ;

Décide que le montant nominal des émissions décidées en application de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale ;

Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente Assemblée Générale, pour une durée de vingt-six (26) mois ;

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

VINGT-QUATRIEME RÉSOLUTION

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de fixer le prix des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10% du capital par an)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce :

Autorise le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation à toute personne conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour les émissions (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société réalisées en vertu des résolutions précédentes, et dans la limite de 10% du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'opération) par période de 12 mois, à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par les résolutions susvisées, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce, et de le fixer conformément aux conditions suivantes :

- le prix d'émission des actions sera au moins égal au cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors de la dernière séance de bourse précédant l'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 10% ;
- pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission devra être tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus ;

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, conformément aux termes prévus par la résolution au titre de laquelle l'émission est décidée ;

Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée par la présente résolution, le Conseil d'administration rendra compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées par la présente résolution ;

Décide que la présente autorisation est valable, à compter de la présente assemblée générale, pour une durée de vingt-six (26) mois ;

Décide que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette autorisation.

VINGT-CINQUIEME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration, à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment L. 225-138, et aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

Délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, pour décider de l'émission (i) d'actions ordinaires, ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles, au bénéfice des personnes visées ci-après ;

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières faisant l'objet de la présente résolution et de réserver le droit de souscrire aux valeurs mobilières faisant l'objet de la présente résolution aux catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :

(i) personnes physiques ou morales, en ce compris des sociétés industrielles ou commerciales, ou des fonds d'investissement de droit français ou étranger, qui investissent régulièrement dans les domaines des technologies dédiées au secteur médical, biotechnologique, pharmaceutique, ou

(ii) prestataires de services d'investissement français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles de garantir la réalisation d'une telle opération et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.

Délègue au Conseil d'administration sa compétence pour fixer la liste des bénéficiaires, au sein de la catégorie des bénéficiaires mentionnée ci-dessus au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription a été supprimé et déterminer le nombre de titres à émettre au profit de chaque bénéficiaire ;

Décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;

Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;

Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en application de la présente délégation est fixé à deux cent cinquante mille (250.000) euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que :

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution ;
- à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder cent cinquante millions (150.000.000) d'euros, ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que :

- le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution ;
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L. 228-92 dernier alinéa, L. 228-93 dernier alinéa et L. 228-94 dernier alinéa du Code de commerce ;
- ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

Décide que :

- (i) le prix d'émission des actions émises dans le cadre de la présente délégation sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext Paris des 20 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, cette moyenne pouvant le cas échéant être corrigée pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminuée d'une décote maximal de 20 % ;
- (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé au point ci-dessus ;

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :

- décider l'émission des titres et déterminer les conditions et modalités de toute émission, notamment le montant, les dates, le prix d'émission, les modalités de libération, la date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation donneront accès à des titres de capital de la Société ;
- déterminer la nature, le nombre et les caractéristiques des titres à émettre (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société, attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre) et, lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront en ou seront associées à des titres de créance, leur durée (déterminée ou non), leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, le rang de subordination), leur rémunération, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions législatives et réglementaires applicables ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
et
- prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;

Décide que la présente délégation est donnée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale ;

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

VINGT-SIXIEME RÉSOLUTION

(Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans la limite de 10% du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 22-10-49, L. 225-35, L. 22-10-53, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce :

Délègue au Conseil d'administration, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables, avec faculté de subdélégation à toute personne conformément aux dispositions législatives et réglementaires, les pouvoirs nécessaires pour décider sur le rapport du ou des Commissaires aux comptes mentionné au 2^{ème} alinéa de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital de la Société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

Décide que le montant nominal des augmentations de capital social pouvant être réalisées dans le cadre de la présente délégation ne pourra excéder 10% du capital de la Société au moment de l'utilisation par le Conseil d'administration de la présente délégation, étant précisé que :

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution ;
- à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

Décide de supprimer, en tant que de besoin, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ordinaires ou valeurs mobilières au profit des porteurs de titres de capital ou de valeurs mobilières, objets de l'apport en nature, et prend acte que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, et, notamment à l'effet de :

- statuer, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionné au 2^{ème} alinéa de l'article L. 225-147 du Code de commerce, sur l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi des avantages particuliers et leurs valeurs ;
- arrêter le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que la date de jouissance des titres à émettre ;
- imputer, le cas échéant, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;
- constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ;

Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente assemblée générale, pour une durée de vingt-six (26) mois ;

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

VINGT-SEPTIEME RÉOLUTION

(Fixation du plafond global des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital applicables et de valeurs mobilières représentatives de créances)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et comme conséquence de l'adoption des résolutions ci-dessus,

Décide de fixer à six cent mille (600.000) euros le montant nominal maximal des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations de compétence conférées par les résolutions susvisées, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, le cas échéant, éventuellement le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément à la loi.

Décide de fixer à trois cents millions (300.000.000) d'euros le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société susceptibles d'être émises en vertu des délégations de compétence conférées par les résolutions susvisées.

VINGT-HUITIEME RÉOLUTION

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission de titres de capital ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément, d'une part, aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et, d'autre part, aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail :

Délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par émission (i) d'actions ordinaires, ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société réservés aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établi en commun par la Société et les entreprises en France ou en dehors de France qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ;

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre en application de la présente autorisation en faveur des bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus ;

Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;

Décide que le ou les prix d'émission des actions nouvelles ou des valeurs mobilières donnant accès au capital social sera déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 3332-19 du Code du travail. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise expressément le Conseil d'administration à réduire la décote ou ne pas en consentir, notamment pour tenir compte de la réglementation applicable dans les pays où l'offre sera mise en œuvre ;

Décide que le montant nominal maximum de ou des (l') augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) en application de la présente autorisation ne pourra excéder 2 % du capital de la Société, apprécié au jour de la décision d'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'administration, étant précisé que :

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution ;
- à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

Décide, en application des dispositions de l'article L. 3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution aux bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote ;

Décide que, dans le cas où les bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus n'auraient pas souscrit dans le délai imparti la totalité de l'augmentation de capital, celle-ci ne serait réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites, les actions non souscrites pouvant être proposées à nouveau auxdits bénéficiaires dans le cadre d'une augmentation ultérieure ;

Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation ou de subdélégation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :

- fixer les critères auxquels devront répondre les sociétés dont les salariés pourront bénéficier des émissions réalisées en application de la présente autorisation, déterminer la liste de ces sociétés ;
- arrêter les modalités et conditions des opérations, les caractéristiques des actions, et, le cas échéant, des autres valeurs mobilières, déterminer le prix de souscription calculé selon la méthode définie à la présente résolution, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions et les dates de jouissance et fixer les dates et les modalités de libération des actions souscrites ;
- consentir des délais pour la libération des actions et, le cas échéant, des autres titres donnant accès au capital de la Société ;
- faire toute démarche nécessaire en vue de l'admission en bourse des actions créées partout où il le décidera ;
- imputer sur le poste « primes d'émission » le montant des frais relatifs à ces augmentations de capital et y prélever, s'il le juge opportun, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission, modifier corrélativement des statuts et, généralement, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social réalisées en application de la présente autorisation ;

Décide que l'autorisation conférée au Conseil d'administration en vertu de la présente résolution est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale ;

Décide que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette autorisation.

VINGT-NEUVIEME RÉOLUTION

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société existantes ou à émettre aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

Autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à procéder en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui

sont liés, directement ou indirectement, dans les conditions de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce qu'il déterminera, ou de certaines catégories d'entre eux ;

Décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions d'attribution et les critères d'attribution des actions, étant précisé que Conseil d'administration pourra assujettir l'attribution des actions à une condition de présence et à des conditions de performance qu'il déterminera au moment de l'attribution ;

Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de 2 ans et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée minimale supplémentaire de 2 ans à compter de l'attribution définitive des actions. Par dérogation à ce qui précède, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'administration à décider que, dans l'hypothèse où l'attribution desdites actions à certains bénéficiaires ne deviendrait définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de 4 ans, ces derniers bénéficiaires ne seraient alors astreints à aucune période de conservation ;

Décide que l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale (ou équivalent hors de France) et que les actions seront librement cessibles immédiatement ;

Décide que le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 3 % du capital social de la Société apprécié au jour de la décision d'attribution par le Conseil d'administration, étant précisé que :

- ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements législatifs, réglementaires, et le cas échéant contractuels, nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires, étant précisé qu'à cette fin, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'administration, en tant que de besoin, à augmenter le capital social par incorporation des réserves, bénéfices ou primes d'émissions à due concurrence ;
- que ce plafond ne s'imputera pas sur le plafond global fixé à la 27^{ème} résolution de la présente assemblée générale ; et
- en tout état de cause, le nombre total des actions attribuées gratuitement ne peut excéder 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration.

Autorise le Conseil d'administration à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;

Autorise le Conseil d'administration, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, à réaliser une ou plusieurs augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et prend acte que la présente autorisation emporte, de plein droit, renonciation corrélative des actionnaires au profit des attributaires à leur droit préférentiel de souscription auxdites actions et à la partie des réserves, bénéfices et primes ainsi incorporées, opération pour laquelle le Conseil d'administration bénéficie d'une délégation de compétence conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce ;

Délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment :

- de déterminer si les actions attribuées gratuitement en vertu de la présente délégation sont des actions à émettre ou des actions existantes ;
- de déterminer l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;

- de fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions d'actions gratuites ;
- d'arrêter les autres conditions et modalités d'attribution des actions, en particulier la période d'acquisition et la période de conservation des actions ainsi attribuées, dans un règlement de plan d'attribution gratuite d'actions ;
- de décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions de performance attribuées sera ajusté, en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables ;
- plus généralement, de conclure tous accords, établir tous documents, constater les augmentations de capital résultant des attributions définitives, modifier corrélativement les statuts, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes ;

Décide que la présente autorisation est donnée pour une durée de 38 mois à compter de la date de la présente assemblée générale ;

Décide que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette autorisation.

TRENTIEME RÉOLUTION

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 225-130 du Code de commerce :

Délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera par incorporation successive ou simultanée de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport ou de fusion ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement admise, sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ;

Décide que le montant nominal d'augmentation de capital pouvant être réalisée dans le cadre de la présente délégation ne pourra excéder deux cent cinquante mille (250.000) euros étant précisé que :

- à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant droit à des titres de capital de la Société ;
- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution ne s'imputera pas sur le plafond global fixé par la 27^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

Décide qu'en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce, le Conseil d'administration pourra décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans les conditions législatives et réglementaires applicables ;

Donne au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, et, notamment de :

- fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;
- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et généralement prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;

Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le Conseil d'administration rendra compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées par la présente résolution ;

Décide que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale ;

Décide que la présente délégation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

TRENTE-ET-UNIEME RÉOLUTION
(Pouvoirs pour les formalités légales)

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra de réaliser.

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR LES RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DU 15 DECEMBRE 2022**

Chers Actionnaires,

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires d'Amplitude Surgical, société anonyme dont le siège social est situé 11, Cours Jacques Offenbach 26000 Valence a été convoquée par le Conseil d'administration le 15 décembre 2022 à 9 heures au siège de la Société, afin de se prononcer sur les projets de résolutions ci-après présentés.

Nous vous présentons, dans le présent rapport, les motifs de chacune des résolutions qui sont soumises à votre vote lors de l'assemblée générale.

ORDRE DU JOUR

I. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2022 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2022 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2022 ;
4. Approbation des conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
5. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Stefano Drago ;
6. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Olivier Jallabert ;
7. Renouvellement du mandat d'administrateur indépendant de M. Daniel Caille ;
8. Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Charlotte Penneç ;
9. Renouvellement du mandat de Mazars en qualité de Commissaire aux comptes titulaire ;
10. Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de M. Emmanuel Charnavel ;
11. Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de BEAS, aux fins de régularisation ;
12. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs ;
13. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration ;
14. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général ;
15. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022 visées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce ;

16. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé à M. Stefano Drago en raison de son mandat de Président du Conseil d'administration ;
17. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé à M. Olivier Jallabert en raison de son mandat de Directeur Général ;
18. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;

II. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

19. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions ;
20. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
21. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
22. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier (ex « placement privé »), d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
23. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
24. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de fixer le prix des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10% du capital par an ;
25. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration, à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;

26. Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans la limite de 10% du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société ;
27. Fixation du plafond global des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital applicables et de valeurs mobilières représentatives de créances ;
28. Autorisation à consentir au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission de titres de capital ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise ;
29. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société existantes ou à émettre aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ;
30. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise ;
31. Pouvoirs pour les formalités légales.

Les rapports du Commissaire aux comptes et le présent rapport du Conseil d'administration ont été mis à votre disposition au siège social de la Société et sur son site internet dans les conditions et les délais prévus par la loi.

1. Marche des affaires

Afin de satisfaire aux prescriptions prévues par l'article R.225-113 du Code de commerce applicable en matière de toute augmentation de capital, nous vous invitons à vous reporter au Document d'enregistrement universel 2022 comprenant le rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022 et le rapport sur le gouvernement d'entreprise, établi dans le cadre de l'approbation des comptes annuels de la Société par votre Assemblée, et vous renseignant sur la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice.

2. Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

2.1. Approbation des comptes sociaux et consolidés (première et deuxième résolution)

Les première et deuxième résolutions soumettent à l'approbation des actionnaires les comptes sociaux et consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2022, tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration.

Les comptes sociaux font ressortir une perte de 6.862.095,17 euros.

Les comptes consolidés font ressortir une perte de 4.794 milliers d'euros.

La Société n'a supporté aucune charge visée à l'article 223 quinquies du Code général des impôts.

Nous vous invitons à approuver ces résolutions.

2.2. Affectation du résultat (troisième résolution)

Sous réserve que les comptes sociaux et consolidés tels que présentés par le Conseil d'administration soient approuvés par les actionnaires, la troisième résolutions soumis à l'approbation des actionnaires l'affectation du résultat déficitaire de l'exercice clos le 30 juin 2022 suivante :

Origines du résultat à affecter : -6.862.095,17 euros

- résultat de l'exercice 2021 (perte).....-6.862.095,17 euros
- report à nouveau antérieur au 30 juin 2020 (débit).....-51.731.474,12 euros

Total..... -58.593.569,29 euros

Affectation :

- en totalité au poste report à nouveau (débit)-58.593.569,29 euros

Total..... -58.593.569,29 euros

Le compte « report à nouveau déficitaire » serait ainsi porté à **-58.593.569,29 euros**.

En conséquence, aucun dividende ne sera distribué au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022.

Aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

2.3. Conventions règlementées (quatrième résolution)

La quatrième résolution concerne l'approbation par l'assemblée générale des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, c'est-à-dire les conventions dites « règlementées » qui ont été, préalablement à leur conclusion, autorisées par le Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022.

Les actionnaires seront invités à prendre acte de l'absence de convention, de la nature de celles visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, conclue au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022.

2.4. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Stefano Drago (cinquième résolution)

Il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat d'administrateur de M. Stefano Drago pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2026.

2.5. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Olivier Jallabert (sixième résolution)

Il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat d'administrateur de M. Olivier Jallabert pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2025.

En application de l'article 16.4 des statuts de la Société, la durée de renouvellement proposée est de trois ans, afin de permettre la mise en place d'un renouvellement échelonné des mandats à compter de l'exercice en cours.

2.6. Renouvellement du mandat d'administrateur indépendant de M. Daniel Caille (septième résolution)

Il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat d'administrateur indépendant de M. Daniel Caille pour une durée de deux ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2024.

En application de l'article 16.4 des statuts de la Société, la durée de renouvellement proposée est de deux ans, afin de permettre la mise en place d'un renouvellement échelonné des mandats à compter de l'exercice en cours.

2.7. Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme. Charlotte Pennec (huitième résolution)

Il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat d'administrateur de Mme Charlotte Pennec pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023.

En application de l'article 16.4 des statuts de la Société, la durée de renouvellement proposée est d'un an, afin de permettre la mise en place d'un renouvellement échelonné des mandats à compter de l'exercice en cours.

2.8. Renouvellement du mandat de Mazars en qualité de Commissaire aux comptes titulaire (neuvième résolution)

Il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes titulaire de Mazars venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale, pour une durée de 6 exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2028.

2.9. Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de M. Emmanuel Charnavel (dixième résolution)

Il est proposé à l'Assemblée Générale de constater l'expiration du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de M. Emmanuel Charnavel, à l'issue de l'Assemblée Générale, de ne pas le renouveler et, conformément à l'article L. 823-1 du Code de commerce et à l'article 38 des statuts de la Société, de ne pas pourvoir à son remplacement.

2.10. Constatation de l'échéance et non-renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de BEAS, aux fins de régularisation (onzième résolution)

Il est proposé à l'Assemblée Générale de constater l'expiration du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS, arrivé à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale du 24 novembre 2017, et aux fins de régularisation, de décider, avec effet rétroactivement au 24 novembre 2017, de ne pas le renouveler et, conformément à l'article L. 823-1 du Code de commerce et à l'article 38 des statuts de la Société, de ne pas pourvoir à son remplacement.

2.11. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs (douzième résolution)

Cette résolution soumet au vote de l'Assemblée Générale les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution de la rémunération attribuée aux administrateurs en application de l'article L.22-10-8, II du Code de commerce, dont le détail figure dans le Chapitre 3 du Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.2.1 « Politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux non dirigeants (administrateurs) ».

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

2.12. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général (treizième et quatorzième résolution)

Ces résolutions soumettent au vote de l'Assemblée Générale les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution de la rémunération attribuée au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général en application de l'article L.22-10-8, II du Code de commerce, dont le détail figure dans le Chapitre 3 du Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.2.2, « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux, soumise à l'approbation des actionnaires (article L. 22-10-8 du Code de commerce) ».

Nous vous invitons à approuver ces politiques de rémunération.

2.13. Approbation des informations visées à l'article L.22-10-9, I du Code de commerce (quinzième résolution)

Cette résolution soumet au vote de l'Assemblée Générale les éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022 à chaque mandataire social en application de l'article L.22-10-34 du Code de commerce et dont le détail figure dans le Chapitre 3 du Document d'enregistrement universel 2022 de la Société.

Nous vous invitons à approuver ces informations.

2.14. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général (seizième et dix-septième résolution)

Ces résolutions soumettent au vote de l'Assemblée Générale les éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2022 au Président du Conseil d'administration, M. Stefano Drago, et au Directeur Général, M. Olivier Jallabert. Le détail de ces éléments de rémunération figure dans le Chapitre 3 du Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.2.4 « Eléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général au titre de l'exercice 2021/2022 et soumis à l'approbation des actionnaires (article L. 22-10-34, II du Code de commerce) ».

Nous vous invitons à approuver ces éléments de rémunération.

2.15. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce (dix-huitième résolution)

Nous vous proposons, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché, d'autoriser le Conseil d'administration à acquérir ou à faire acquérir des actions de la Société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions.

Nous vous proposons également de décider que :

- le prix maximal d'achat ne pourra excéder dix (10) euros ;
- le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme de rachat d'actions ne pourra excéder quarante millions (40.000.000) d'euros ;
- le nombre maximum d'actions dont la Société pourra faire l'acquisition au titre de cette résolution ne pourra excéder la limite de 10 % des actions composant le capital social à la date de réalisation du rachat des actions de la Société ;

- le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital social ; et
- le nombre d'actions détenues par la Société ne pourra représenter à quelque moment que ce soit plus de 10 % de son capital social.

L'autorisation pourrait notamment être mise en œuvre aux fins (i) d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions de la Société, (ii) d'honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira, (iii) de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières, (iv) de conserver et de remettre ultérieurement des actions de la Société à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, (v) d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées ou (vi) de mettre en œuvre toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de 18 mois à compter de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

3.1. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions (dix-neuvième résolution)

Nous vous proposons, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'administration à réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre de tous programmes de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires, dans la limite de 10% du capital de la Société existant au jour de l'annulation par période de 24 mois.

Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la date de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2. Autorisations financières (vingtième à trentième résolution)

L'Assemblée Générale des actionnaires consent régulièrement au Conseil d'administration la compétence ou les pouvoirs nécessaires afin de procéder à des émissions d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, afin de répondre aux besoins de financement du groupe Amplitude Surgical.

Ainsi, l'Assemblée Générale du 16 décembre 2021 a consenti au Conseil d'administration les délégations et autorisations financières présentées en Annexe 1 du présent rapport.

Ces délégations de compétence et autorisations ont été consenties pour des durées qui prendront fin au début de l'année 2024. Ainsi, la Société pourrait ne pas disposer des délégations et autorisations nécessaires dans l'hypothèse où elle déciderait de procéder à une ou plusieurs émissions d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières.

En conséquence, il est proposé aux actionnaires de la Société de consentir au Conseil d'administration de nouvelles délégations de compétence et autorisations afin de conférer à la Société la flexibilité de procéder à des émissions d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières en fonction du marché et du développement du groupe Amplitude Surgical, et de réunir, le cas échéant, avec rapidité les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de développement du groupe Amplitude Surgical, telle qu'elle est décrite dans le Document d'enregistrement universel 2022.

En cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, la Société entend privilégier les opérations avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Néanmoins, des circonstances particulières peuvent justifier une suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en conformité avec leurs intérêts. Ainsi, la Société pourrait saisir les opportunités offertes par les marchés financiers, notamment compte tenu de la situation actuelle de ceux-ci. La Société pourrait également associer les salariés du groupe Amplitude à son développement, notamment par l'intermédiaire d'une émission de titres qui leur serait réservée ou de l'attribution gratuite d'actions. La Société pourrait réaliser des émissions de titres sous-jacents à des titres émis par la Société ou des filiales du groupe Amplitude. La suppression du droit préférentiel de souscription permettrait également la réalisation d'offres publiques d'échange ou d'acquisitions payées intégralement en titres. Enfin, l'émission de titres pourrait venir rémunérer des apports en nature de titres financiers qui ne seraient pas négociés sur un marché réglementé ou équivalent.

Le montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital (hors augmentation de capital de capital par voie de capitalisation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes et hors attribution gratuite d'actions) serait de 600.000 euros soit 60 millions d'actions, représentant 125 % du capital et des droits de vote de la Société (vingt-septième résolution)

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société susceptibles d'être émises serait de 300.000.000 d'euros (vingt-septième résolution).

En outre, le montant maximal des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription (hors augmentations de capital réservées aux salariés et hors attribution gratuite d'actions) serait de 250.000 euros soit 25 millions d'actions, représentant 52 % du capital et des droits de vote de la Société.

Les projets de résolutions soumis au vote de l'assemblée générale concernent ainsi :

3.2.1. Emission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (vingtième résolution)

La vingtième résolution vise à déléguer au Conseil d'administration la compétence de décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou à des titres de capital à émettre.

Les augmentations de capital réalisées en application de cette délégation ne pourraient pas excéder un montant nominal maximal de 600.000 euros (soit 60 millions d'actions d'une valeur nominale de 0,01 euro) étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution.

Les émissions de titre de créance seraient limitées à un montant maximal de trois cent millions (300.000.000) d'euros, étant précisé que le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution.

Le prix de souscription des actions et/ou des valeurs mobilières susceptibles d'être émises en application de cette délégation serait fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.2. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (vingt-et-unième résolution)

La vingt-et-unième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de décider l'émission, par voie d'offre au public, autre que celle visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, y compris pour une offre comprenant une offre au public, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou à des titres de capital à émettre.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de cette délégation serait fixé à deux cent cinquante mille (250.000) euros étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution.

Le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de cette délégation de compétence ne pourrait excéder 150 millions d'euros étant précisé que le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution.

Le prix d'émission des actions nouvelles émises serait fixé conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%).

Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent.

Cette délégation pourrait être utilisée à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société sur ses propres titres ou les titres d'une autre société, dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 22-10-54 du Code de commerce.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.3. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (vingt-deuxième résolution)

La vingt-deuxième résolution a pour objet de déléguer au Conseil d'administration la compétence pour décider l'émission, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou à des titres de capital à émettre.

Les opérations seraient ainsi réalisées par voie de placements privés auprès, conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour le compte de tiers, des investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces deux dernières catégories agissent pour compte propre. Ces opérations auraient un impact dilutif pour les actionnaires existants qui pourraient ne pas être en mesure de participer à l'émission.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de cette délégation serait fixé à deux cent cinquante mille (250.000) euros étant précisé que :

- les émissions de titre de capital réalisées en vertu de cette délégation par une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier ne pourront pas excéder les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission, soit à la date de ladite Assemblée Générale, 20% du capital social par an au moment de l'émission ;
- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution présentée ci-dessus et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution.

Le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de cette délégation de compétence ne pourrait excéder 150 millions d'euros étant précisé que le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution.

Le prix d'émission des actions nouvelles émises serait fixé conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%).

Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.4. Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (vingt-troisième résolution)

La vingt-troisième résolution vise à autoriser le Conseil d'administration à décider d'augmenter le nombre d'actions, de titres de capital ou autres valeurs mobilières à émettre dans le cadre de toute émission réalisée en application des résolutions précédentes, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission.

Les opérations réalisées dans le cadre de cette délégation ne pourraient excéder 15% de l'émission initiale.

Le montant nominal des émissions décidées en application de cette délégation s'imputera sur le montant du plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution de ladite Assemblée Générale.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de ladite Assemblée Générale.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.5. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de fixer le prix des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10% du capital par an (vingt-quatrième résolution)

La vingt-quatrième résolution vise à consentir au Conseil d'administration l'autorisation de déroger aux conditions de fixation de prix prévues par les résolutions susvisées, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce, et de le fixer conformément aux conditions suivantes :

- le prix d'émission des actions serait au moins égal au cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors de la dernière séance de bourse précédant l'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 10% ;
- pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission devrait être tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.6. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration, à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (vingt-cinquième résolution)

La vingt-cinquième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel des actionnaires au profit de personnes physiques ou morales, en ce compris des sociétés industrielles ou commerciales, ou des fonds d'investissement de droit français ou étranger, qui investissent régulièrement dans les domaines des technologies dédiées au secteur médical, biotechnologique, pharmaceutique ou à des prestataires de services d'investissement français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles de garantir la réalisation d'une telle opération et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.

Cette autorisation vise en conséquence à donner à la Société les moyens de lever rapidement des fonds auprès d'investisseurs spécialisés dans le domaine médical et ainsi de lui donner plus de flexibilité afin de lui permettre de poursuivre son développement.

Les opérations concerneraient l'émission d'actions ordinaires, de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre.

Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution présentée ci-dessus et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution.

Le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de cette délégation de compétence ne pourrait excéder 150 millions d'euros étant précisé que le montant nominal des émissions de titres de créance susceptible d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le plafond nominal global prévu à la 27^{ème} résolution.

Le prix d'émission des actions émises dans cette délégation serait au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext Paris des 20 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, cette moyenne pouvant le cas échéant être corrigée pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20 %.

Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières émises dans le cadre de cette délégation serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé au point ci-dessus

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 18 mois à compter de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.7. Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans la limite de 10% du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société (vingt-sixième résolution)

La vingt-sixième résolution vise à déléguer au Conseil d'administration, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables, les pouvoirs nécessaires pour décider sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionné au 2^{ème} alinéa de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital de la Société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Le montant nominal des augmentations de capital social pouvant être réalisées dans le cadre de la cette délégation ne pourrait excéder 10% du capital de la Société au moment de l'utilisation par le Conseil d'administration de cette délégation, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la cette délégation s'imputerait sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de ladite Assemblée Générale et priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.8. Autorisation à consentir au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission de titres de capital ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise (vingt-huitième résolution)

La vingt-huitième résolution vise à déléguer au Conseil d'administration la compétence de décider d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou à des titres de capital à émettre réservés aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établi en commun par la Société et les entreprises en France ou en dehors de France qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail

Le ou les prix d'émission des actions nouvelles ou des valeurs mobilières donnant accès au capital social serait déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 3332-19 du Code du travail. Toutefois, nous vous demandons d'autoriser expressément le Conseil d'administration à réduire la décote ou ne pas en consentir, notamment pour tenir compte de la réglementation applicable dans les pays où l'offre sera mise en œuvre.

Le montant nominal maximum de ou des (l') augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) en application de cette autorisation ne pourrait excéder 2% du capital de la Société, apprécié au jour de la décision d'utilisation de cette autorisation par le Conseil d'administration, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'imputerait sur le montant nominal maximum de 250.000 euros prévu par la 21^{ème} résolution et sur le plafond nominal global fixé à la 27^{ème} résolution.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article L. 3332-21 du Code du travail, le Conseil d'administration pourrait prévoir l'attribution d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de ladite Assemblée Générale.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.9. *Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société existantes ou à émettre aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales (vingt-neuvième résolution)*

Conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 229-197-1 et suivants du Code de commerce, la vingt-neuvième résolution vise à autoriser le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions des articles L. 225-197-2 du Code de commerce.

L'octroi de cette autorisation permettrait au Conseil d'administration de mettre en place des plans d'attribution d'actions de performance au bénéfice des mandataires sociaux et salariés du groupe Amplitude Surgical tant en France qu'à l'étranger, soumises à des conditions de présence et de performance déterminées en lien avec la stratégie.

Le Conseil d'administration pourrait ainsi mettre en œuvre une sa politique visant à associer les collaborateurs aux performances et au développement du groupe Amplitude Surgical, et à assurer la compétitivité de leur rémunération, sur des marchés très dynamiques et concurrentiels.

Période d'acquisition et de conservation

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendrait définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de 2 ans et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée minimale supplémentaire de 2 ans à compter de l'attribution définitive des actions. Par dérogation à ce qui précède, dans l'hypothèse où l'attribution desdites actions à certains bénéficiaires ne deviendrait définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de 4 ans, ces derniers bénéficiaires ne seraient alors astreints à aucune période de conservation.

Par ailleurs, l'attribution définitive des actions pourrait avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale (ou équivalent hors de France). Les actions seraient librement cessibles immédiatement.

Plafonds d'attribution

Le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement ne pourrait pas être supérieur à 3% du capital de la Société, apprécié au moment où le Conseil d'administration prendra sa décision. Ce plafond est indépendant du plafond global de 600.000 euros fixé à la 27^{ème} résolution de l'assemblée générale.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement ne devrait pas dépasser 10% du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration.

Durée de l'autorisation

Cette autorisation serait consentie pour une durée de 38 mois.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.10. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise (trentième résolution)

La trentième résolution vise à déléguer au Conseil d'administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation successive ou simultanée de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport ou de fusion ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement admise, sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

Le montant nominal d'augmentation de capital pouvant être réalisée dans le cadre de cette délégation ne pourrait excéder deux cent cinquante mille (250.000) euros étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette résolution ne s'imputerait pas sur le plafond global fixé par la 27^{ème} résolution de ladite assemblée générale.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs notamment pour fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.3. Pouvoirs pour formalités (trente-et-unième résolution)

La trente-et-unième résolution concerne les pouvoirs devant être consentis en vue d'accomplir les formalités consécutives à la tenue de l'assemblée générale, en particulier les formalités de dépôt et de publicité.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

* * *

Nous vous invitons ainsi, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote, pour les raisons ci-dessus exposées.

Le Conseil d'administration

Annexe 1

Délégations de compétences accordées par l'Assemblée Générale du 16 décembre 2021

Autorisations données par l'assemblée générale du 16 décembre 2021			
Nature de la délégation	N° résolution	Durée	Plafond
Augmentation du capital social			
Emission avec maintien du droit préférentiel de souscription	13 ^{ème} résolution	26 mois	Titres de capital : 600 000 € Titres de créance : 300 000 000 € Ces plafonds sont communs à toutes les résolutions relatives à l'émission de titres de capital et/ou de créance
Emission par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription	14 ^{ème} résolution	26 mois	Titres de capital : 250 000 € Titres de créance : 150 000 000 €
Emission par voie d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription	15 ^{ème} résolution	26 mois	Titres de capital : 250 000 € Titres de créance : 150 000 000 €
Autorisation consentie à l'effet d'augmenter le montant des émissions initiales avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	16 ^{ème} résolution	26 mois	15% de l'émission initiale
Fixation du prix des émissions réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10% du capital par an	17 ^{ème} résolution	26 mois	10% du capital au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix d'émission par période de 12 mois
Emission de titres avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégorie de personnes	18 ^{ème} résolution	18 mois	Titres de capital : 250 000 € Titres de créance : 150 000 000 €
Emission dans la limite de 10% du capital, en rémunération d'apports en nature	19 ^{ème} résolution	26 mois	10% du capital au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise	23 ^{ème} résolution	26 mois	250 000 € Ce plafond ne s'impute sur aucun plafond

Autorisations données par l'assemblée générale du 16 décembre 2021			
Nature de la délégation	N° résolution	Durée	Plafond
Actionnariat salarié, attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, attributions gratuites d'actions			
Emission avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne	21 ^{ème} résolution	26 mois	2% du capital au jour de la décision du Conseil d'administration
Attribution gratuite d'actions de performance	22 ^{ème} résolution	38 mois	3% du capital au jour de la décision du Conseil d'administration
Réduction du capital par annulation d'actions			
Réduction de capital par annulation d'actions	12 ^{ème} résolution	18 mois	10% du capital à la date d'annulation par période de 24 mois
Rachat par Amplitude Surgical de ses propres actions			
Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société	11 ^{ème} résolution	18 mois	40 millions d'euros

EXPOSE SOMMAIRE DE L'ACTIVITE

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2022

Faits marquants de l'exercice :

- **Revue stratégique de Novastep**

Le 28 juin 2022, le Conseil d'Administration du Groupe a émis la recommandation de lancer une revue stratégique de l'activité Extrémités (pieds et chevilles) du Groupe portée par les filiales Novastep en France et Novastep Inc aux Etats-Unis. La revue menée par le Groupe pourrait conduire à la cession de cette activité.

- **Cession de 2 filiales du Groupe**

Le Groupe a cédé 100% de sa filiale Amplitude Ortho SRL (Roumanie) le 23 juillet 2021 à la société GBG MLD SRL, le distributeur des produits du Groupe en Moldavie. La société cédée continuera à commercialiser les produits du Groupe sur le marché roumain en tant que distributeur.

Compte tenu d'un développement inférieur à ses attentes, le Groupe a cédé 80% de sa filiale Matsumoto Amplitude Inc (Japon) le 13 août 2021 à Monsieur Takeshi Matsumoto. Ce dernier détenait déjà 20% de cette filiale à travers sa société Matsumoto Medical. À la suite de cette cession, une liquidation de la filiale a été réalisée par ses nouveaux actionnaires.

- **Contrôles URSSAF sur la taxe de promotion des dispositifs médicaux**

Le 27 janvier 2022 la Cour d'Appel de Grenoble a débouté Amplitude SAS de sa demande d'annulation de redressement sur la taxe de promotion des dispositifs médicaux pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2017. Le montant de redressement s'élève à 5,7 M€ L'ensemble de ces éléments est intégralement provisionné dans les comptes du Groupe. Pour former un pourvoi en cassation la société a dû trouver un accord de paiement avec l'URSSAF concernant le 3^{ème} litige. L'échéancier prévoit un paiement étalé sur 18 mois, la première échéance intervenant en juillet 2022

Le 21 septembre 2021, le Groupe a reçu la lettre d'observation de l'URSSAF à la suite d'un quatrième contrôle sur la taxe sur la promotion des dispositifs médicaux pour la période portant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2020. Cette lettre d'observation conduirait à un rappel de cotisations de 5,5 M€ montant déjà provisionné dans les comptes du Groupe lors des exercices précédents. La Commission de Recours à l'Amiable de l'URSSAF a rejeté la contestation formulée par le Groupe. Amplitude SAS a saisi le tribunal judiciaire de Valence.

- **Litige avec la société Zimmer Biomet**

Le 4 novembre 2021, la Cour d'Appel de Grenoble a rejeté la demande de la société Zimmer Biomet dans le litige pour des soi-disant agissements de concurrence déloyale et a condamné cette dernière à verser au titre de l'article 700 du Code de Procédure civile une somme de 25 000 euros à Amplitude SAS. Zimmer Biomet a décidé de se pourvoir en cassation.

Synthèse financière – données à taux courants :

En juin 2022, le Conseil d'Administration a émis la recommandation de lancer une revue stratégique de l'activité Extrémités du Groupe. Cette revue menée en interne pourrait conduire à la cession de cette ligne d'activité portée par les sociétés Novastep et Novastep Inc. Au 30 juin 2022, les critères édictés par la norme IFRS 5 sont respectés. De ce fait et conformément aux principes de la normes IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnés », les deux filiales remplissent les critères d'une activité abandonnée et sont présentées séparément dans le compte de résultat du Groupe sur la ligne Résultat des activités abandonnées, net d'impôt. Les comptes de l'exercice 2020-21 ont été retraités en conséquence.

<i>En M€ - Normes IFRS</i>	2021-22	2020-2021	Var.
Chiffre d'affaires	87,6	82,7	5,9%
Marge brute	62,7	60,9	2,9%
<i>En % du CA</i>	<i>71,6%</i>	<i>73,7%</i>	<i>-210pb</i>
Dépenses commerciales & marketing	27,3	26,0	5,0%
Dépenses administratives	11,5	12,5	-7,9%
Dépenses de R&D	1,8	2,5	-27,9%
EBITDA	22,0	19,8	10,9%
<i>En % du CA</i>	<i>25,1%</i>	<i>24,0%</i>	<i>+110 pb</i>
Résultat Opérationnel Courant	6,8	0,9	
Produits et charges opérationnels non courants	-1,8	-2,5	
Résultat Opérationnel	4,9	-1,7	
Résultat financier	-6,6	-10,1	
Impôts courants et différés	-1,2	-1,9	
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	-2,0	-1,0	
Résultat Net - part du Groupe	-4,4	-14,1	
Dette financière nette	118,0	116,1	
Trésorerie nette de clôture	21,0	30,7	

EBITDA en hausse de +10,9% avec un taux d'EBITDA de 25,1%

Au cours de l'exercice 2021-22, le chiffre d'affaires d'Amplitude Surgical, après application de l'IFRS 5, ressort à 87,6 M€ en progression de +5,9% et +4,8% à taux constants. Néanmoins sur l'ensemble de l'exercice, la situation sanitaire observée ainsi que la disponibilité des blocs opératoires et du personnel médical ont eu un impact négatif majeur sur l'activité.

Avant application IFRS 5, le chiffre d'affaires de l'ensemble du Groupe incluant l'activité Extrémités s'élève à 104,8 M€ en progression de +9,8% et +8,2% à taux constants.

Amplitude Surgical a enregistré une marge brute de 71,6%, en retrait de -210 pb, impactée par une dynamique plus faible de ses activités industrielles, par un mix pays défavorable, ainsi qu'une évolution défavorable du cours de change de l'euro par rapport aux monnaies des filiales de distribution internationale du Groupe.

Les charges opérationnelles du Groupe ressortent à 40,7 M€ soit une baisse de -0,9% par rapport à l'exercice précédent, grâce à la maîtrise des charges compte tenu d'une situation incertaine et à la suite d'un niveau de capitalisation de dépenses R&D plus élevé que lors de l'exercice précédent pour 1,8 M€

Les dépenses commerciales & marketing sont en augmentation de 5,0%, en lien avec la croissance de l'activité qui contribue à un niveau de commissions plus élevé.

Les dépenses administratives sont en retrait de -7,9% à 11,5 M€, le Groupe poursuivant son effort de maîtrise des coûts dans un environnement commercial fortement perturbé par la situation sanitaire.

Les dépenses de R&D comptabilisés en charges ressortent à 2,1% du chiffre d'affaires contre 3,1% lors de l'exercice précédent. Toutefois en incluant les dépenses R&D capitalisés, l'investissement global du Groupe dans la R&D est en augmentation et passe de 2,9 M€ lors de l'exercice 2020-2021 à 4,0 M€ lors de l'exercice clos au 30 juin 2022.

À fin juin 2022, les effectifs d'Amplitude Surgical, hors activités Extrémités, sont de 389 contre 381 à fin juin 2021. Les charges de personnel sont en retrait de -0,9% par rapport à l'exercice 2020-2021.

L'EBITDA s'élève ainsi à 22,0 M€ en croissance de 10,9%, soit un taux d'EBITDA de 25,1%, en hausse de +110 pb par rapport à celle de l'exercice 2020-21.

Le Résultat Opérationnel Courant est bénéficiaire à hauteur de 6,8 M€ contre un bénéfice de 0,9 M€ lors de l'exercice 2020/2021, porté par l'évolution favorable du chiffre d'affaires, la maîtrise des charges d'exploitation ainsi que la baisse de 1,5 M€ de charges non-récurrentes par rapport l'exercice précédent. Le Résultat Opérationnel est positif à 4,9 M€ contre un résultat déficitaire de -1,7 M€ au cours de l'exercice 2020/2021.

Le Résultat financier est négatif à -6,6 M€ composé principalement par une charge d'intérêts de 9,3 M€ et par la comptabilisation de pertes et gains de change pour un gain net de 3,5 M€

Au total, le résultat net (part du Groupe) affiche une perte de -4,4 M€ contre une perte nette de -14,1 M€ au cours de l'exercice précédent.

Structure financière : trésorerie de 21,0 M€ au 30 juin 2022

Le flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle est positif de 8,1 M€ contre une génération de trésorerie de 2,3 M€ lors de l'exercice 2020-21.

Les investissements se sont élevés à 12,4 M€ contre 9,2 M€ au cours de l'exercice précédent.

Ainsi, à fin juin 2022, le Groupe dispose d'une trésorerie et équivalents de trésorerie de 21,0 M€. La Dette Financière Nette du Groupe ressort à 118,0 M€, soit un *gearing* (ratio Dette Financière Nette / Capitaux Propres) de 2,24 contre 2,04 à fin juin 2021.

Evènements postérieurs au 30 juin 2022

Néant

Perspectives

La situation économique mondiale et la guerre en Ukraine entraînent une hausse des prix des matières premières et de l'énergie ainsi qu'une désorganisation partielle des chaînes d'approvisionnement. Au cours de ces derniers mois, le Groupe constate une hausse de ses prix d'approvisionnement ainsi que des délais d'approvisionnement en hausse significative, dépassant six mois pour certains produits. Pour répondre au risque d'approvisionnement, le Groupe conduit des revues de prévisionnel commercial approfondies et prend des engagements d'achats sur des durées plus longues. Le Groupe n'a pas d'exposition commerciale en Ukraine ou en Russie.

Sous réserve que la pandémie de COVID-19 n'ait pas des nouveaux impacts restreignant l'activité économique du Groupe dans ses marchés et sous réserve de disponibilité du personnel médical dans les établissements de santé, la Société anticipe :

- un retour à la trajectoire de croissance pré-COVID après une première reprise de croissance en 2021-22, se traduisant par un chiffre d'affaires d'environ 129 millions d'euros sur l'exercice 2022-23 (activités Extrémités inclus – hors IFRS 5); et
- une marge d'EBITDA de l'ordre de 21% pour l'exercice 2022-23 (activités Extrémités inclus – hors IFRS 5).

INFORMATIONS RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS DONT LE RENOUVELLEMENT EST SOUMIS AU VOTE

Stefano DRAGO

M. DRAGO est partner fondateur de l'équipe Mid-Market Fund de PAI MMF. Auparavant, il était Partner responsable des investissements dans le secteur de la santé pour le fonds phare. Il a débuté sa carrière au sein du département R&D de France Télécom (aujourd'hui Orange) pendant trois ans, puis a passé quatre ans chez McKinsey & Company dans leurs bureaux italiens et singapouriens, avant de rejoindre PAI en 2005.

LISTE DES MANDATS ET AUTRES FONCTIONS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

Mandats et fonctions exercés en dehors du Groupe

En cours:

En France

- Ethypharm SAS (administrateur)
- Financière Verdi III (membre du comité de surveillance)
- Financière Lys (membre du comité de surveillance et Président)
- PAI Community (membre)
- PAI Mid Market SAS (Président)
- SARI 2 (Gérant)
- Focus Participations SAS (Président)

A l'étranger

- TecBid Sarl (Gérant)
- TecFin Sarl (Gérant)
- TecInvest Sarl (Gérant)
- Shooting Star Holding SARL (Gérant)
- Z1 Gruppe GmbH (administrateur)
- PAI MMF Holding (gérant)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Cerba European Lab (Directeur Général/member du conseil de surveillance)
- Cerberus Nightingale 2 SA (administrateur)
- Financière Gaillon 0 SAS (membre du comité de surveillance)
- Financière Gaillon 13 SAS (membre du comité de surveillance)
- CasaVita SAS (Directeur General/administrateur)
- FinVita SAS (Directeur General)
- HomeVi (Président)
- MaisonVi (Directeur General)
- ManControl SAS (Président)
- ManVita SAS (Président)
- Financière Verdi I (Directeur Général)
- Financière Verdi II (Directeur Général)
- Financière Verdi III (Directeur Général)
- Financière Kilinvest SAS (Administrateur)
- Financière Lys (Président)

A l'étranger

N/A

Olivier JALLABERT

Olivier Jallabert a fondé le groupe Amplitude en 1997, il avait auparavant exercé auprès de grands groupes américains (notamment chez Biomet en qualité de Manager R&D Europe). Il bénéficie d'une expérience de plus de 25 ans dans l'industrie orthopédique.

LISTE DES MANDATS ET AUTRES FONCTIONS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

Mandats et fonctions exercés en dehors du Groupe

En cours:

En France

- SCI Olisa Lyon
- SCI Olisa Ermitage
- SCI Olisa Carnot

A l'étranger

N/A

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

N/A

A l'étranger

N/A

Mme Charlotte PENNEC

Madame PENNEC a rejoint PAI en 2019 en tant que membre de l'équipe des finances et Directrice Juridique. Elle a plus de huit ans d'expérience en droit des sociétés, spécialisée dans les fusions et acquisitions et le capital-investissement. Avant de rejoindre PAI, elle a travaillé comme associée pour des cabinets d'avocats tels que Paul Hastings pendant six ans, et avant cela, Latham et Watkins.

LISTE DES MANDATS ET AUTRES FONCTIONS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

Mandats et fonctions exercés en dehors du Groupe

En cours:

En France

- SCI Avela (Associé)

A l'étranger

N/A

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

N/A

A l'étranger

N/A

M. Daniel CAILLE

Daniel Caille a été successivement directeur-général adjoint de Vivendi Universal, directeur général de La Poste, président fondateur de la Générale de Santé et, à ce jour, il est administrateur indépendant, membre des comités ad hoc et consultant pour le compte de sociétés françaises et étrangères dans le domaine de l'Environnement, de la Santé, des Prestations de Soins à Domicile, des chèques emploi services, des services à domicile et des maisons de retraite.

LISTE DES MANDATS ET AUTRES FONCTIONS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

Mandats et fonctions exercés en dehors du Groupe

En cours:

En France

- SB Energie (représentant permanent de Vivalto, membre du comité stratégique)
- Groupe Star service (représentant permanent de Vivalto, membre du conseil de surveillance)
- Hypno VR (censeur)
- Fragmos chain (membre du comité consultatif)
- Sapio Santé France (représentant permanent de Vivalto, observateur du conseil de surveillance)
- Vivalto Santé SCA (Président et Administrateur)
- Vivalto Capital I GP (Président)
- Vivalto Partners SAS (Président et Président du Comité de direction)
- Vivalto Vie Holding (représentant permanent de Vivalto, membre du conseil de surveillance)
- Association Vivalto (vice-Président)
- Flex Industrie (Président)
- GCS Vivalto Santé Enseignement, Recherche, Innovation (Administrateur)
- SARL Château Beaumel (Gérant)
- SARL Domaine de Beaumel (Gérant)
- SCI Les jardins de Carla (gérant)
- SCI Villa Radieuse (Gérant)
- SCI Château Beaumel (Gérant)
- SCI Juliette Drouet (Gérant)
- SCI Mabrisa (Gérant)
- SCI Palm Beach (Gérant)
- SCI Villa Lerins (Gérant)
- Vivalto Santé Holding (Membre du Comité stratégique)
- Vivalto SAS (Président)

- Vivalto Vie Holding SAS (Représentant permanent de Vivalto, membre du conseil de surveillance)
- Canne Trotter (représentant permanent de Sinequanon France, membre du comité stratégique)
- Sagesse Retraite Santé Holding (membre du conseil de surveillance)

A l'étranger

- Vivalto Canada (Président, Administrateur)
- Vivalto International Partenaires SARL (Gérant)
- Maisons Vivalto (Président, Administrateur)
- Sinequanon Invest SARL (Gérant)
- Vivalto Ambiente SGPS SA (administrateur)
- Vivalto Home Partners (Président du Conseil d'administration et administrateur et administrateur délégué)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Vivalto Santé Holding (Président)
- Vivalrec (Président, Président du Comité de Suivi et membre du Comité de Suivi)
- Clé Immobilière (Gérant)
- SCI Clotibeo (Gérant)
- SCI du Petit Essart (Gérant)
- SCI du Domaine de Saint-Pry (Gérant)
- Vivalto Partenaires (Représentant permanent de Vivalto, présidente)
- Institut Vivalto Santé pour la Recherche Clinique, l'Innovation et la Formation Médicale (Président et membre du conseil d'administration)
- GIE Vivalto Santé Services Partagés (Administrateur, Président du Conseil d'administration)
- Vivalto Santé Investissement (Président Directeur Général et Administrateur)
- Vivalto Dom (Président)
- GIE Robotique médicale Vivalto Santé (Administrateur)
- Clinique Pasteur Lanroze (Administrateur)
- Clinique Générale (Président, Représentant permanent de Vivalto Santé Investissement, Présidente)
- Holding Pasteur (Gérant)
- INVIVA (Président)
- Vivalto Vie SAS (Président, représentant permanent de Vivalto, membre du conseil de surveillance)
- 5 Santé (Membre du conseil de surveillance)
- Vivalto Vie Management (Président et Membre du Comité de Suivi)
- DOMCO 2 SAS (Vice-Président du Conseil de Surveillance, Membre du Conseil de Surveillance)
- Armor Vision (Président)
- Centre Hospitalier Privé Saint-Grégoire (Président et Représentant permanent de Vivalto Santé Investissement, Président)
- Centre Médico-Chirurgical Privé de Saint-Germain (Représentant permanent de la société Europe Santé Gestion, administrateur)
- CHP Ste Marie (Représentant permanent de Vivalto Santé Investissement, administrateur)
- Clinique de l'Europe (Président)
- Clinique Générale (Président, Représentant permanent de Foncière Vivalto Santé, président)
- Clinique Sourdille SAS (Président)
- CMC de la Baie de Morlaix (Représentant permanent de la société Vivalto Santé SAS, administrateur)
- Domiserve Holding SAS (Président et Membre du Comité Stratégique)
- Essart Grand Couronne (Président)
- Europe Santé gestion SA (Administrateur, Directeur Général, Président du conseil d'administration)
- Foncière Vivalto Santé (Président directeur général et Administrateur)
- Hôpital Privé Sévigné (Président et représentant permanent de Vivalto Santé Investissement, administrateur)
- Laurad Management (Gérant)
- New Sourdille SAS (Président, Président du conseil d'administration et Administrateur)
- Pasteur Participations (représentant permanent de Vivalto santé SAS, Administrateur)
- Rillieux Santé (Président)
- SCI du Val d'Or (Représentant permanent de Foncière Vivalto Santé, gérante)
- SCI Clorbeau (Représentant permanent de Foncière Vivalto Santé, gérante)
- Services Immobiliers Participations (Président)
- SIS Holding (Président)
- Uffi Participations SAS (Président)
- Vivalto Santé Investissement (Représentant permanent de Vivalto, présidente)
- Vivra (Président)

- Vivalto Santé Normandie (Représentant permanent de Vivalto Santé Investissement, Président)
- GCS Vivalto Santé Enseignement, Recherche, Innovation (Président du Comité d'Administration)

A l'étranger

- Sinequanon Health Care SA (Président du Conseil d'administration et administrateur)
- Sinequanon Partners SA (Président du Conseil d'administration et administrateur)
- Vivalto International SARL (Gérant)
- Vivalto Home Belgium (Représentant permanent de Vivalto Home Partners,

Président du Conseil d'Administration et Administrateur)

- Vivalto International Entreprise Sarl (Gérant)
- Vivalto Home SA (Administrateur et Président du Conseil d'Administration)
- Vivalto Home SA (Luxembourg) (Administrateur et Président du Conseil d'Administration)
- Zur Ile-de-France Sud-Est (Représentant permanent de Laurad Management, président)
- Zur Sud-Est (Représentant permanent de Laurad Management, président)

AMPLITUDE SURGICAL

Société anonyme au capital social de 480.208,41 euros
Siège social : 11, Cours Jacques Offenbach, 26000 Valence
533 149 688 R.C.S Romans

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

(Art. R225-88 du Code de commerce)

Je soussigné : **NOM**.....

Prénoms.....

Adresse.....

.....

Adresse électronique.....

Propriétaire de ACTION(S) de la société AMPLITUDE SURGICAL

demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du **15 décembre 2022**, tels qu'ils sont visés par l'article R225-83 du Code de commerce sur les sociétés commerciales au format suivant :

- papier
- fichiers électroniques à l'adresse mail indiquée ci-dessus

Fait à, le.....

Signature

NOTA : Les actionnaires titulaires de **titres nominatifs** peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R225-81 et R225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.